

Impacts sanitaire et financier du financement de la lutte contre le SIDA en Côte d'Ivoire : Modélisation de Scénarii de financement.

Commanditaire : USAID/Abt Associates

RESUME ANALYTIQUE

□ La Côte d'Ivoire a réalisé des progrès importants au cours des quinze dernières années dans la lutte contre le VIH/Sida, marqués par une baisse substantielle du taux de prévalence qui est passé de 10% en 2000 à 3,5% en 2015 (ONUSIDA 2015). Cependant, ces résultats ont été acquis grâce à une forte affirmation de la solidarité internationale qui contribue environ à 80% des ressources allouées à la lutte contre la pandémie.

□ En raison de la performance économique du pays depuis la fin de la crise post-électorale, marquée par un taux de croissance annuel moyen du PIB supérieur à 8%, qui hisse la Côte d'Ivoire dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la classe inférieure, les fonds internationaux vont s'étioler eu égard aux critères d'éligibilité appliqués par les partenaires principaux. Si rien n'est fait au niveau national pour prendre le relais dans le financement de la politique de lutte contre le VIH/Sida, les progrès épidémiologiques et sanitaires réalisés risquent d'être annihilés et la trajectoire optimiste empruntée par l'économie nationale, compromise par une résurgence sérieuse de la pandémie.

□ Ce rapport modélise les conséquences sanitaires, économiques et financières de différents niveaux de financement. L'objectif global de cette étude est d'analyser les avantages économiques, sanitaires et financiers qui découleront d'un investissement public additionnel dans la lutte contre le VIH / SIDA en Côte d'Ivoire.

□ Pour répondre à ces objectifs, deux modèles ont été utilisés : un modèle de microsimulation et un modèle d'équilibre général calculable (MECG). Ces deux instruments ont permis d'une part de capter les conséquences épidémiologiques de l'incidence des variations des ressources financières et d'autre part de mesurer l'impact sur l'économie dans son ensemble ainsi que le coût financier des différentes options de réponses publiques. Les dépenses prises en compte concernent seulement la prise en charge, la prévention (comprenant la sensibilisation) par manque de données. Les dépenses pour la gouvernance des institutions de lutte contre le VIH/Sida ne sont pas prises en compte. Les résultats des simulations en termes d'impact économique et financier sont fonctions de ces dépenses.

□ Afin de s'assurer de la cohérence des résultats avec la politique nationale, l'approche participative a été privilégiée.

□ Trois principales hypothèses ont été testées (1) le scénario de base ou stable est relatif au financement de 2016, (2) le scénario optimiste étant celui de l'atteinte des objectifs du Plan Stratégique National (PSN) de lutte contre le sida 2016-2020 développé par le Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS) et (3) le scénario pessimiste est une baisse financière du scénario stable de 20%.

□ **Sur le plan sanitaire**, l'étude montre que si l'effort du gouvernement porte sur le scénario stable, 4740 vies seraient sauvées et 17 493 nouvelles infections évitées. Et si cet effort se traduit par un financement plus que proportionnel de l'ordre de 37% par rapport à 2016, 42 387 vies pourraient être sauvées et près de 50 000 nouvelles infections évitées.

□ **Sur le plan économique**, l'accroissement des ressources publiques de lutte contre le VIH/Sida, ferait gagner respectivement 0.005 points de pourcentage de croissance du PIB si l'effort n'est destiné qu'à une simple compensation des ressources extérieures perdues et à un doublement de ces gains (0.011 points de pourcentage) s'il y a un accroissement substantiel des ressources publiques.

□ Le passage du scénario stable au scénario optimiste va entraîner un regain d'activité économique qui pourrait en résulter se traduit par une création annuelle de richesse (hausse du PIB) nulle entre 2016 et 2019. Mais celle-ci s'accélère par la suite pour passer d'une hausse du PIB de 0,587 milliards de FCFA en 2020 à 5,093 milliards en 2025. Ainsi, avec un financement additionnel qui croît de 7% par an pour passer du passage du scénario stable au scénario optimiste, le PIB additionnel pourrait augmenter en moyenne de 54% par an entre 2020 et 2025.

□ Le passage du scénario stable au scénario pessimiste résultera en un recul du PIB de 2,68 milliards par an entre 2018 et 2025. L'ampleur de la baisse annuelle du PIB augmente progressivement passant de 0,506 milliards en 2018 à environ 5 milliards en 2025. Cette évolution suggère que les effets à long terme de la baisse des financements sont assez importants et peuvent compromettre gravement les perspectives de développement économique du pays. A titre d'exemple, en baissant le financement annuel de 2%, les pertes en termes de PIB vont s'accélérer au rythme de 27% an entre 2020 et 2025.

□ **Sur le plan financier**, le passage du scénario stable au scénario optimiste requiert un financement moyen annuel de 6,3 milliards de FCFA. Le passage du scénario stable au scénario pessimiste se traduit par une baisse des financements d'environ 12,67 milliards de FCFA par an. Tout comme la production et le PIB, la modification des niveaux de financements accordés

à la lutte va induire une réduction du revenu du gouvernement dans les trois scénarii. Il résulte pour le gouvernement, des pertes cumulées de recettes variant de 13,16 milliards de FCFA pour le scénario pessimiste à 8,68 milliards pour le scénario stable et 5,67 milliards pour le scénario optimiste. Ces baisses sont liées à une réduction de la force de travail et de la production. Les efforts du gouvernement pour compenser les gaps de financement, entraînent une réduction des baisses dans le temps. La prise en compte des dépenses de gouvernance et fonctionnement qui affectent la consommation pourrait annihiler les baisses estimées, à travers l'accroissement des recettes fiscales, notamment des recettes de TVA.

□ Au niveau sectoriel, la baisse de demande de main d'œuvre devrait se traduire, toutes choses étant égales par ailleurs, par une baisse de la valeur ajoutée. Pour les trois scénarii, l'impact sectoriel est conforme aux résultats attendus. La baisse de l'offre de travail conduit à une hausse du taux de salaire.

L'ampleur de la hausse diffère suivant les scénarii. Elle est en moyenne de +0,057% pour le scénario « optimiste » de +0,088% pour le scénario stable et +0,13% pour le scénario « Pessimiste » relativement au travail non qualifié. En ce qui concerne le travail qualifié, ces hausses correspondent, en moyenne, à +0,051%, +0,078% et +0,12 respectivement. Ces hausses induisent une baisse de la demande de travail au niveau de toutes les branches de production.

□ Les résultats des simulations indiquent qu'un effort en matière de lutte contre l'épidémie peut réduire plus ou moins fortement les effets négatifs sur la production et la valeur ajoutée au niveau de l'ensemble des secteurs de l'économie

De ce qui suit l'étude recommande de:

- Accentuer la mobilisation interne des ressources par le développement de mécanismes alternatifs de financement ;
- Poursuivre les efforts pour l'atteinte des objectifs du Plan 2016-2020, c'est-à-dire une augmentation minimale des financements de l'ordre de 37% afin d'assurer la mise en œuvre efficace du PSN ;
- focaliser des ressources sur les régions les plus exposées à une variation du financement
- De cibler davantage les groupes clés dans la lutte contre la pandémie
- Mobiliser l'ensemble des acteurs (communautés, entreprises, Etat) pour le financement de la lutte contre le VIH/Sida.